

Ferhat Mehenni vit en exil, depuis de longues années, en France, d'où il préside le Mouvement d'Autodétermination Kabyle (MAK). Il explique que le régime militaire algérien a érigé la haine de la Kabylie et des Kabyles comme ligne directrice de sa politique. En tout cas, il n'est pas rare en France de rencontrer des Kabyles qui affirment ne rien avoir à faire avec l'Algérie ou avec le régime algérien.

Annoncé depuis une semaine comme l'invité du journaliste Ivan Rioufol du dimanche 2 octobre sur CNEWS, Ferhat Mehenni, président du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK), a vu son intervention, qui devait durer une vingtaine de minutes, déprogrammée quelques minutes à peine avant qu'il n'accède au plateau. Ivan Rioufol a été mis devant le fait accompli en même temps que Ferhat Mehenni.

« *C'est l'Élysée... L'Algérie a dû intervenir* » a dit Mehenni tandis que Ivan Rioufol a répondu que « *(cette) explication est la bonne, il y a dû y avoir une pression d'Alger sur CNEWS* » qui est la propriété du groupe Bolloré proche de l'Élysée.

En réalité, le président du MAK Ferhat Mehenni aurait été exclu de CNEWS sur ordre d'Emmanuel Macron. Selon *Maghreb-intelligence*, c'est Vincent Bolloré en personne qui a pris le téléphone sur injonction d'Emmanuel Macron pour annuler l'interview de Ferhat Mehenni. Nous pouvons nous demander jusqu'où ira l'Élysée qui ne cesse de multiplier les gestes de repentance à l'égard du régime algérien. Comment ne pas voir un lien avec le réchauffement des relations entre Alger et Paris et la prochaine visite du Premier ministre français, Elisabeth Borne, en Algérie pour y signer les accords préparés par Emmanuel Macron.

En effet, le président Macron était à Alger à la fin du mois d'août où il a été fort discret sur les exactions du régime et les violations des droits de l'homme, préférant une fois de plus battre sa coulpe auprès de dirigeants algériens qui en veulent toujours plus.

Quant aux médias français, très écoutés dans un pays, communiste et corrompu, totalement privé de libertés, ils sont d'une discrétion qui contraste avec leur haine du Maroc et leur soutien au séparatisme au Sahara marocain. Médias et dirigeants pratiquent un insupportable « *deux poids, deux mesures* » dont la récente affaire de CNEWS fournit un triste exemple de cette atteinte à la liberté de la presse par un régime algérien qui ne cesse d'être arrogant envers la France.

Michel MORES